

Question d'Europe
n°523
08 juillet 2019

Du G20 d'Osaka au G7 de Biarritz : où va l'Europe ?

Jean-Paul BETBÈZE

Le sommet du G20 à Osaka s'est clôturé le 30 juin. La crise a été évitée. Chacun pourra aller son chemin au risque de nouvelles divergences. D'où le sommet du G7 du 24 au 26 août à Biarritz, réunion et exercice de mise en œuvre de solutions communes par les grandes démocraties avec deux problèmes majeurs : les inégalités et le changement climatique.

A Osaka, après des déclarations avant-sommet qui allaient dans tous les sens, comme les menaces douanières et les propositions de trêve venant des États-Unis à l'égard de la Chine, les lignes rouges chinoises (refus de parler de Hong-Kong) ou françaises (refus de signer toute déclaration en l'absence de référence au climat), tout s'est finalement bien passé. Après de rudes discussions, mais qui ne transparaissent pas dans le communiqué final, proche de celui de l'an dernier à Buenos Aires, il semble donc que les discussions vont reprendre entre États-Unis et Chine sur les échanges, Huawei devant faire partie de l'ensemble à négocier. Sur la question du climat, les États-Unis sont isolés, cette fois-ci pour de bon.

Le [communiqué final du G20](#) parle ainsi d'unir les efforts pour davantage de croissance, en réduisant les inégalités et en réalisant un monde de pleine valorisation des potentiels de chacun. On ne peut qu'être d'accord. Les échanges doivent se développer de manière libre et loyale. L'OMC doit être améliorée, mais que feront les États-Unis qui bloquent le renouvellement de son instance arbitrale ? La digitalisation de l'économie doit être poursuivie et sécurisée. La sphère financière doit être renforcée, les quotas au FMI revus (requête permanente chinoise qui veut peser plus au capital, ce qui implique un vote du Congrès américain pour que les États-Unis puissent manifester leur accord).

En ce qui concerne le changement climatique^[1], la position américaine est affirmée, mais de fait les États-Unis se trouvent isolés. Ils se retirent de l'Accord de Paris « parce qu'il désavantage les travailleurs et contribuables américains », tandis que les autres

participants s'engagent à accentuer leurs efforts (innovations, financements, smart cities, etc.).

Au sujet des migrations, il s'agit de dialoguer, de s'occuper des racines du problème et de répondre à la croissance des besoins humanitaires, conclut le communiqué ! Le G7 sous présidence française va se préparer avec un programme plus « serré », ce qui promet.

LES « G », C'EST CONTRE LES CRISES

« Photos de famille », poignées de main et body language, menaces de drames et sourires, manifestations, les « G », ces réunions annuelles des chefs d'État et de gouvernement des principaux pays industrialisés du monde, scandent chacune de nos années. Ils sont nés des crises, pour tenter de les résoudre. Cela tombe bien : nous n'en manquons pas !

Un peu d'histoire d'abord. Le G7 naît en 1975, avec le choc pétrolier. Le G20 date de 1999, avec les ministres des Finances et les gouverneurs des Banques centrales réunis à Berlin, pour traiter les crises financières, certes récurrentes, mais de « faible ou moyenne ampleur », autrement dit ne venant pas des États-Unis. Il devient le G20 sous sa forme actuelle en 2009 à Pittsburgh, suite au sommet de Washington de novembre 2008 qui s'empare de la crise mondiale d'origine américaine, dite des subprimes. Elle dépasse évidemment la seule taille du G7, et ce type de réunion sera décisif pour la recomposition du système financier mondial.

Ainsi, G7 et G20 sont devenus les deux grands lieux de discussions et de rencontres mondiaux, pourquoi pas de rapprochements, pour éviter le pire et avancer

1. On ne dit plus « réchauffement »

Du G20 d'Osaka au G7 de Biarritz : où va l'Europe ?

ensemble, avec des réglages fins entre experts, puis des engagements plus généraux entre leaders. Normalement.

L'Europe y est économiquement très présente si l'on prend le PIB comme mesure, sans parler bien sûr de son « poids politique ». Le G7 représente environ 45% du PIB mondial pour 10% de sa population ; le G20 85% du PIB mondial, pour 2/3 de la population[2].

Sachant que l'Union européenne compte pour 21,3% du PIB mondial (6,6% de la population) et la zone euro pour 15,5% (4,5% de la population), l'Union européenne pèse ainsi pour 25% du G20 et la zone euro 18%. Au sein du G7, l'Union européenne pèse pour 47% de son PIB et la zone euro pour 34%.

On comprend, avec ces métriques, que les G représentent des populations plus « riches par le PIB » qu'un habitant moyen de notre planète. Le PIB d'un membre du G20 est ainsi 1,3 fois celui d'un « humain moyen » -si l'on peut s'exprimer ainsi-, 4 fois pour celui d'un membre du G7, 3,2 fois pour celui de l'Union européenne et 3,5 pour celui de la zone euro.

Osaka réunit les « un peu plus riches » et Biarritz les « plus riches », en termes macroéconomiques bien entendu, d'où les problèmes de croissance qui peuvent plutôt se poser au G20 et d'inégalités au G7.

L'EUROPE AU G20 D'OSAKA

Les 28 et 29 juin à Osaka, le sommet du G20 s'est tenu avec 4 Etats membres de l'Union européenne (Allemagne, France, Italie, Royaume-Uni) et l'Union européenne, plus deux autres Etats membres invités (Pays-Bas et Espagne). Il entendait couronner une série de réunions thématiques commencées en 2018 : Travail et emploi (1er et 2 septembre 2018), Santé (19 et 20 octobre), Tourisme (25 et 26 octobre), Affaires étrangères (22 et 23 novembre), Agriculture (11 et 12 mai 2019), Finance (8 et 9 juin), Commerce et économie digitale (8 et 9 juin), Energie et environnement (15 et 16 juin). Se traitaient ainsi des dossiers particuliers, mais avec des préoccupations générales pour une croissance plus forte, avec davantage d'échanges et de soutien

à l'innovation, dans un monde plus soucieux de l'environnement, de l'emploi, du rôle des femmes, du développement et de la santé.

Exprimés ainsi, ces thèmes font peut-être figure de catalogue de bonnes intentions, mais on se doute qu'on n'a pas pu éviter toutes les frictions et tensions. Le commerce se développe en effet d'autant mieux qu'il est réciproque, l'innovation qu'elle respecte les droits de propriété, l'énergie qu'elle est soucieuse de l'environnement.

Exprimés ainsi, on aura reconnu aussi des points de friction entre États-Unis et Chine sur l'équilibre des balances commerciales, la protection des brevets, l'ouverture des marchés publics et la concurrence « libre et non faussée », comme on dit en Europe, ainsi que la non-manipulation du taux de change.

N'oublions pas non plus ceux entre États-Unis et Allemagne sur l'excédent commercial allemand, sur les droits de douanes comparés entre vins français et américains, ou encore sur l'euro, jugé, par Donald Trump, indûment faible par rapport au dollar.

Les crises actuelles ne sont plus les mêmes

Au niveau du G20, si les questions de croissance et de répartition par l'échange sont au programme des ministres, les questions sont différentes, et plus crues, pour les chefs d'Etat et de gouvernement. Même si elles ne sont pas exprimées en ces termes, pèsent dorénavant une remise en cause du multilatéralisme d'après-guerre côté américain, avec ses coûts et avantages, et une volonté de construction d'un « autre multilatéralisme », côté chinois avec les « routes de la soie ». Ces remises en cause animent les débats politiques des responsables du G20 et se répercuteront sur ceux du G7.

Ce ne sont donc plus des crises « classiques » qui sont en jeu, même si elles n'ont pas disparu. Ces crises d'excès de crédits, de défauts de surveillance, avec leurs effets en chaîne, les fameux dominos, étaient la spécialité du FMI, et les réparations, celles de la Banque mondiale. Ces crises « anciennes » étaient,

2. Source FMI

au fond, des crises d'insuffisances du multilatéralisme d'après-guerre, qu'un multilatéralisme plus précis et enrichi devait résoudre. Ce multilatéralisme d'après-guerre, avec l'ONU, le FMI, la Banque mondiale et la BRI, était un ensemble croissant de codes, de signaux avant-coureurs de dérèglements, puis de crise, avec des systèmes de correction de trajectoire, puis de résolution des sinistres.

Les nouvelles crises auxquelles nous assistons viennent, en économie, de la révolution de l'information et de la communication, comme en leurs temps celles de la vapeur et de l'électricité, avec leurs effets politiques et hégémoniques.

La révolution de l'information (Internet of Things) accélère la globalisation des échanges qui avait fait merveille depuis les années 70, mais en détruisant davantage et plus vite les structures anciennes, pour mieux tenter de les remplacer.

Mais cette création-destructrice schumpetérienne se joue désormais à l'échelle mondiale, en accéléré. Le couple « information – échanges » bouleverse les croissances partout, donc la progression moyenne des revenus et des richesses, mais surtout creuse les écarts. La croissance mondiale ralentit et devient plus inégale, ceci faisant naître des tensions croissantes entre les gagnants, richissimes monopoleurs mondiaux et « les autres ». Leurs capacités et savoirs s'érodent. Partout la productivité fléchit, le salaire stagne. Donc, si rien n'est fait, la croissance mondiale ralentit. Avec le vieillissement de la population, les conflits de partage progressent d'autant plus.

Ainsi, aux conflits de répartition que pose cette phase de croissance mondiale plus lente et déséquilibrée s'en ajoutent d'autres, pas seulement de production mais d'innovation, entre les puissances dominantes : États-Unis 21 300 milliards \$ de PIB[3] ; Chine 14 200 milliards, et Union européenne 18 700 milliards (13 600 pour la zone euro).

Ces nouveaux conflits se passent sur la frontière des innovations, plus sur celle(s) de la gestion de la croissance durable, autrement dit de l'environnement.

Cela veut dire ouverture des marchés, réciprocité, liberté des changes, protection des droits, etc. La pollution et le réchauffement climatique sont en cause et liés. Les choses se compliquent donc avec la montée des enjeux : rien moins que la dominance mondiale ; Sparte contre Athènes, s'il s'agit de rejouer les guerres du Péloponnèse de Thucydide.

LE G7 AURA LIEU À 17 AVEC UN PROGRAMME « TENSIOGÈNE »

A Biarritz, il y aura 4 Européens : la France qui préside, l'Allemagne, l'Italie et le Royaume-Uni, plus l'Union européenne, aux côtés des États-Unis, du Japon et du Canada : 7 +1 donc. S'y joindront « 4 grands partenaires engagés dans la protection et la promotion des libertés démocratiques » : Afrique du Sud, Australie, Chili et Inde. Avec ces « grandes démocraties », il s'agira de « renforcer la protection des libertés fondamentales dans le contexte du développement du numérique et de l'intelligence artificielle et de protéger la planète, en mettant l'accent sur la protection de la biodiversité, du climat et des océans ». Le Chili, qui accueillera la COP25 en décembre 2019 sera, dans ce contexte, un allié de poids.

Viennent alors « 6 partenaires africains pour bâtir un partenariat d'égal-à-égal avec ce continent d'avenir ». Pour faire face aux inégalités dans le monde, la présidence française du G7 souhaite nouer un partenariat avec l'Afrique.

Outre l'Afrique du Sud, 4 pays qui jouent un rôle moteur sur le continent et qui sont des acteurs de la coopération multilatérale, attachés à la préservation de la biodiversité et à une mise en œuvre ambitieuse de l'Accord de Paris sur le climat, sont donc conviés à Biarritz et à plusieurs réunions préparatoires : Burkina Faso, Égypte, Sénégal et Rwanda. Bien évidemment, ces quatre pays ont été invités « es qualité » : le Burkina Faso préside le G5 Sahel, l'Égypte l'Union Africaine, le Rwanda l'a présidé en 2018 et le Sénégal, le nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), agence de développement de l'Union Africaine.

La tonalité se veut moins globale du fait de la taille du groupe, plus réduite, et de son homogénéité, a priori

3. Selon le FMI

Du G20 d'Osaka au G7 de Biarritz : où va l'Europe ?

plus forte. Mais la France, organisatrice et maîtresse du calendrier, souhaite avec ce « format renouvelé » parvenir à une analyse plus frontale des problèmes. Elle juge que l'évolution des problèmes mondiaux tourne en fait autour du combat contre les inégalités, qui concerne toutes les « grandes démocraties », d'où les pays invités. En même temps, se pose la question du « dérèglement climatique », menace pour l'espèce, donc pour la démocratie. Le triplet de ce G7 est donc : inégalités, climat, démocratie. Il s'agira de savoir comment les démocraties peuvent répondre aux il-libéralismes en répondant aux problèmes de notre temps.

G20 ET G7 JOUENT LEURS PARTITIONS, JAPON ET FRANCE, LES DEUX ORGANISATEURS, SUIVENT EN FAIT DES LOGIQUES CONVERGENTES

Le G20 se veut plus technique, tentant de résoudre les tensions et les écarts par des réunions thématiques. Mais il butte sur l'opposition États-Unis/Chine, libéralisme/il-libéralisme, liberté/stabilité, frontières technologiques et de puissance.

Les vieilles économies surveillent celles qui veulent les remplacer, en observant notamment leurs attitudes face aux problèmes du climat, des inégalités, des révolutions technologiques, du vieillissement, avec en plus la gestion d'unités politiques de grande taille. On peut espérer que les écarts et tensions se réduiront, que la nécessité de gérer la révolution technologique, ainsi que les problèmes de climat et de vieillissement, conduiront à des solutions convergentes, mutuellement avantageuses. Mais elles sont plus difficiles à trouver dans un monde qui ralentit.

C'est là que le G7 a toute sa place, pour faire des propositions concrètes et démocratiques.

C'est pourquoi [le G7 de Biarritz](#) entend écouter aussi des « groupes d'engagement » : jeunes, femmes, ONG, syndicats, employeurs, think tanks, scientifiques, avocats et universitaires, etc. sans oublier les acteurs des territoires, invités à coopérer. Tout cela peut paraître compliqué. Mais le passage à l'acte est de moins en moins simple quand les problèmes sont intrinsèquement plus complexes, surtout si l'on veut montrer la supériorité des sociétés démocratiques, où il faut expliquer et convaincre. Plus que jamais.

G20, G7 : quelles leçons tirer de toutes ces réunions ? Quels en seront les effets à court et moyen terme ? Quel y est et sera le poids de l'Europe ? Comment faire avancer nos préoccupations et propositions en termes de croissance pacifique d'abord, durable et équilibrée ensuite, dans cette économie mondiale qui ralentit et menace de se déchirer ? Comment renouer les fils entre pays, dans ce monde qui échange toujours plus et devient plus interdépendant, au moment même où il s'interroge sur ce qui a fait son succès ? Et comment l'Europe qui se tend, avec le Brexit et les questions internes à la zone euro, peut proposer des avancées, pour elle et pour tous ? Après ce G20 global, ce sera au G7 de répondre.

Jean-Paul Betbèze

Membre du Comité scientifique
de la Fondation Robert Schuman

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :
www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.